rapport annuel 2009 - 2010

01 mot du président du conseil d'administration > 1
02 mot de la présidente-directrice > 2
03 le bilan des activités > 4
04 nos outils financiers > 12
05 les communications > 15
06 la recherche en action > 18
07 la vie associative > 20
08 le comité jeunesse > 21
09 les liens hors québec > 22

01 Mot du président du conseil d'administration

Flairer l'air du temps…

Fort de son histoire, le Chantier de l'économie sociale a souhaité mettre en œuvre une approche misant sur la construction d'un mouvement. Avec la constitution des Pôles régionaux d'économie sociale, les liens étroits entretenus avec les regroupements d'entreprises et les organisations de développement ainsi que la présence active de représentants des grands mouvements sociaux québécois, le Chantier se distingue par son esprit de service. Il est ainsi le point de convergence des différents acteurs engagés dans la construction d'une économie solidaire qui met en valeur la personne et la communauté, qui valorise la participation et la démocratie et qui intègre les valeurs du développement durable. Ensemble, ces acteurs membres du Chantier ont fait de grandes choses qui suscitent l'intérêt de plusieurs, ici comme ailleurs.

À cet effet, nous avons ouvert l'action du Chantier sur l'ensemble canadien et sur le monde, notamment en participant au Sommet pancanadien de l'économie citoyenne de 2010, en poursuivant nos partenariats internationaux, particulièrement celui qui nous unit depuis plusieurs années avec le Forum brésilien d'économie solidaire, et en transformant nos façon de contribuer au développement de l'économie sociale sur la scène internationale. Il nous apparaît important de jeter un regard sur nos pratiques pour s'allier avec les acteurs du reste de la planète. C'est en ce sens que nous avons répondu à l'invitation du Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire d'inviter le monde à venir échanger avec nous sur la construction de cette économie sociale et solidaire.

À travers son appui aux projets et aux défis sectoriels et territoriaux, le Chantier accorde de plus en plus d'importance à l'observation et à l'analyse des tendances qui viennent conditionner le développement de la société et de l'économie au Québec, comme ailleurs dans le monde. La veille stratégique effectuée pour le compte de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, les groupes de travails thématiques ou sectoriels, le Réseau pour un changement de logique économique (CLÉ), nos alliances avec des chercheurs et des réseaux de recherche… autant d'occasions de flairer l'air du temps et d'être à l'avant-garde des stratégies de réponse aux nouveaux besoins et aux occasions qui se présentent pour contribuer au bien-être des gens et de leurs communautés.

Pour réaliser sa mission, le Chantier compte sur des administrateurs engagés et une équipe de professionnels inventifs et militants, sous la direction inspirante de Nancy Neamtan. L'esprit de service qui anime tant le conseil d'administration que l'équipe du Chantier nous permet de créer les outils et les conditions favorables au développement de l'économie sociale, en faisant sa promotion et en participant à l'élaboration de politiques publiques contribuant à son essor. La lecture de ce bilan vous en convaincra.

Patrick Duguay
Président du conseil d'administration

02 Mot de la présidente-directrice

L'année 2009–2010 a été marquée par l'affirmation de l'économie sociale comme partie intégrante des stratégies de développement portées par les collectivités à travers le Québec. Si l'année écoulée a également apporté son lot d'embûches, notamment dans le dossier des entreprises en aide domestique et dans le secteur de la gestion des matières résiduelles, le travail du Chantier, de ses membres et de ses partenaires, dans son ensemble, a permis de réaliser des avancées face aux grands défis prioritaires identifiés par les membres de son conseil d'administration.

Lors de sa planification stratégique en août 2009, le conseil d'administration avait identifié les cinq grands défis suivants :

- **Le changement d'échelle dans le développement**
- **Le renforcement de notre capacité d'influencer les grandes décisions économiques**
- **Le soutien à la relève en économie sociale**
- **Le renforcement, l'enracinement et la démocratisation du mouvement de l'économie sociale**
- **Le défi écologique**

Le rapport que nous vous présentons témoigne du travail accompli, mais également du travail qu'il reste encore à faire collectivement eu égard à ces défis.

En 2010, les acteurs québécois de l'économie sociale acceptent de moins en moins de rester en marge de l'activité économique. Leurs ambitions, la taille des projets et la diversité des partenaires témoignent de cette volonté de contribuer à la transformation de notre modèle de développement par des actions concrètes au cœur de l'économie.

Durant la dernière année, nous avons pu identifier plusieurs indicateurs de ce changement d'échelle, notamment par les nouvelles initiatives de capitalisation et de commercialisation portées par le Chantier, par la multiplication de projets d'envergure autant en milieu rural qu'en milieu urbain, par la diversité et la notoriété des partenaires qui acceptent de s'associer au Chantier et, plus globalement, à l'économie sociale, ainsi que par la reconnaissance de l'économie sociale sur la scène internationale, particulièrement au sein d'institutions internationales reconnues.

La nécessité de briser le monopole du discours économique et de mettre l'économie sociale à l'avant-plan a été ressentie plus que jamais au cours de la dernière année. À cet effet, les résultats de notre travail sont plutôt encourageants. Le Chantier, en collaboration avec un ensemble d'intervenants, dont de nombreux économistes « hétérodoxes », a commencé à percer le mur des médias et laisse de plus en plus transpirer un autre discours économique. Le lancement du Réseau CLÉ a aussi offert plusieurs occasions de participer à des débats sur des enjeux économiques. Soulignons que la reconnaissance grandissante de la contribution de l'économie sociale sur la scène internationale ajoute une corde importante à l'arc du Chantier dans ses efforts de prise de parole dans le débat public.

Des efforts importants ont été consacrés au soutien à la relève en économie sociale et les résultats se font déjà sentir. Le travail auprès des jeunes, notamment celui réalisé par le Comité jeunesse et par le Comité sectoriel de main-d'œuvre économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC), dans la cadre de sa campagne Fais le saut en économie sociale, a progressé de manière significative. La relève est bel et bien là ! La démarche auprès des personnes immigrantes a également progressé et des projets concrets en région ont permis de passer à une étape d'enracinement des pratiques dans plusieurs régions du Québec.

Cette année, nous avons réalisé des avancées majeures. La plus tangible de ces avancées est la mise en place des pôles régionaux et les signatures d'ententes spécifiques en économie sociale dans presque toutes les régions du Québec. D'autres indications de cet enracinement se manifestent par des rapprochements avec des regroupements municipaux, avec le mouvement syndical, avec le mouvement communautaire, avec les acteurs culturels et des réseaux jeunesse. La mise sur pied du nouveau Réseau des entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles constitue également une bonne nouvelle pour la consolidation du mouvement dans ce secteur d'activité économique.

Bien que le défi écologique ait été identifié comme un élément incontournable de notre action, il faut reconnaître que, sur ce point, nous n'avons pas progressé de manière significative au cours de la dernière année. Cependant, certains travaux préparatoires ont été réalisés en fonction de nos objectifs et des actions concrètes se réaliseront dès l'automne 2010.

Somme toute, une autre année de durs labeurs qui a exigé de la part des membres du conseil d'administration, de l'équipe de travail et de nos partenaires une énergie considérable. Je les remercie chaleureusement pour leurs contributions individuelles et collectives. Tous ces efforts ne sont pas en vain. L'espoir que le mouvement de l'économie sociale contribue pleinement à une véritable démocratisation économique au Québec et partout sur la planète est plus fort que jamais et les actions concrètes de la dernière année sont des preuves vivantes de notre capacité collective d'y arriver.

Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale

03 Le bilan des activités

Les liens régionaux

Outre les trois rencontres nationales statutaires des Pôles régionaux d'économie sociale, qui ont eu lieu à Québec et à Montréal, la finalisation des ententes spécifiques en économie sociale ainsi qu'une réflexion portant sur le processus de régionalisation ont également été au cœur de nos actions au cours de l'année écoulée.

À la fin juin 2010, 16 ententes spécifiques étaient officiellement signées ; il ne reste que les régions du Bas-Saint-Laurent, des Laurentides, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de l'Outaouais. L'Administration régionale de Kativik était aussi en voie de conclure une entente spécifique et de signer une entente de partenariat avec le Chantier. Les choses vont bon train et, dans la majorité des régions, ces ententes ont permis une reconnaissance et des moyens accrus pour la concertation et le réseautage des acteurs ainsi que pour la promotion de l'économie sociale.

Au printemps 2010, nous avons mis au jeu un document de réflexion sur les enjeux de l'institutionnalisation de la régionalisation pour le mouvement de l'économie sociale et amorcé des échanges avec les membres du conseil d'administration et des pôles régionaux. Quelque deux ans après l'annonce du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif Économie sociale : Pour des communautés plus solidaire et la mise en œuvre de la structuration des pôles ainsi que l'élaboration d'ententes spécifiques dans toutes les régions du Québec, il nous apparaissait important de clarifier et de réaligner, à l'intérieur de tout le processus de régionalisation, la dimension régionale du mouvement de l'économie sociale et de réaffirmer la primauté des entreprises collectives dans la concertation régionale. La définition des responsabilités et des rôles respectifs des pôles régionaux et du Chantier sont aussi des éléments importants de cette réflexion qui se poursuivra au cours de la prochaine année.

Des membres de l'équipe de travail du Chantier ont aussi participé, à titre de personnes-ressources, aux Journées du Cercle d'économie sociale autochtone organisées par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Ces rencontres ont eu lieu à Wendake, les 17 et 18 mai 2010. Le Cercle d'économie sociale autochtone participera dorénavant aux rencontres nationales des Pôles régionaux d'économie sociale.

Dans le cadre de la réflexion sur l'occupation dynamique des territoires lancée par le ministère des Affaires municipales des Régions et de l'Occupation du territoire, nous avons produit, à la demande du Ministre, un avis sur le développement durable et dynamique des territoires. Nous avons également participé, avec une vingtaine d'autres organisations nationales, à la démarche initiée par Solidarité rurale du Québec. L'occupation du territoire, un enjeu de société.

Aide domestique

Le conseil d'administration a identifié ce secteur comme un dossier prioritaire compte tenu de son importance et de l'urgence de la situation. Rappelons que les 101 entreprises d'économie sociale en aide domestique emploient plus de 6 000 personnes et fournissent des services à 79 000 clients sur tout le territoire québécois. Soulignons également que ce secteur souffre d'un problème aigu de sous-financement et de non reconnaissance de son importance stratégique dans l'offre de services pour le maintien à domicile. Au cours de l'année, le Chantier a fourni un soutien constant aux réseaux d'entreprises d'économie sociale en aide domestique dans leur démarche en faveur d'une révision du PEFSAD (Programme d'exonération financière des services d'aide domestique). Parmi ses actions, le Chantier a assuré un soutien logistique à la Coalition des entreprises en aide domestique, un soutien en communications à la TAP – le lieu de coordination des trois réseaux – et a coordonné l'organisation d'un colloque à l'automne. Des démarches politiques ont également été réalisées auprès du gouvernement du Québec et auprès de partenaires susceptibles de soutenir les EÉSAD. Malgré ces efforts, le gouvernement du Québec n'a pas répondu positivement à la demande d'ajustement de 15 M$ et la situation financière des entreprises a continué à se détériorer. Des portraits régionaux, sous la coordination du MAMROT, ont été réalisés et seront soumis à une table interministérielle dès l'automne dans l'espoir que le dossier se règle au cours de la prochaine année.

La culture, un élément essentiel du développement territorial

Dans la foulée de l'étude réalisée en 2008–2009 sur l'action citoyenne en culture à travers l'économie sociale, le Chantier a établi des collaborations plus étroites avec des acteurs du milieu culturel. Cette année, un comité a été mis sur pied dans le but de traiter de l'importance de la culture dans le développement des territoires. Les travaux de ce comité ont d'ailleurs orienté les recommandations formulées par le Chantier et d'autres organisations dans le cadre de la consultation menée par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire sur l'occupation dynamique des territoires.

Le comité n'entend toutefois pas se limiter à ces travaux. L'objectif consiste à faire reconnaître la culture comme un élément essentiel pour assurer la vitalité et le développement des communautés. Le milieu culturel doit interpeller l'ensemble des citoyens et doit aussi se teinter des couleurs locales. D'ailleurs, en région, ce sont majoritairement des organisations et des entreprises collectives qui soutiennent l'offre culturelle, en l'adaptant au besoin de la collectivité et en permettant aux citoyens d'y participer.

Dans cette perspective, le Chantier poursuivra ses collaborations avec les acteurs culturels et municipaux afin de positionner la culture comme un axe incontournable du développement territorial.

Habitation communautaire

Encore cette année, le Chantier n'a pas ménagé ses efforts et son implication dans la Coalition en habitation communautaire, dirigée par l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH). En prévision du budget provincial 2010–2011, des démarches politiques et une forte mobilisation ont menées au renouvellement d'AccèsLogis, mais uniquement pour un an. Une décision décevante pour le secteur et qui suscite également beaucoup d'inquiétude. Toutefois, l'annonce dans le budget d'une contribution financière destinée à aider à la résolution des difficultés liées au développement du logement communautaire dans les petites municipalités constitue une mesure intéressante.

En collaboration avec l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) et la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH), le Chantier a poursuivi son travail visant à développer un produit financier permettant d'accroitre le nombre de logements communautaires pouvant être réalisé au Québec. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) ainsi que la direction de la Société d'habitation du Québec (SHQ) participent également aux travaux. D'importants investisseurs privés s'y intéressent également.

À l'instar des années précédentes, le Chantier s'implique au sein de la Coalition pour le logement communautaire dans le but d'obtenir un engagement gouvernemental reconduisant le programme AccèsLogis pour une période de 5 ans. D'ailleurs, le travail effectué en vue d'un nouveau produit de financement en habitation communautaire doit servir de levier pour atteindre cet objectif.

Le Chantier est membre des conseils d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC) et du Fonds d'investissement Montréal (FIM). Le FQHC a pour mission de favoriser la réalisation et le maintien de logements communautaires de qualité à coût abordable. Le FIM a pour mission de lever des fonds privés pour le développement de projets d'habitations coopératives et d'organismes sans but lucratif sur l'île de Montréal.

Environnement

Au printemps 2009, la modification de la Loi relative au domaine municipale empêchant les municipalités de conclure des contrats de gré à gré avec des organismes à but non lucratif (OBNL) pour des services ayant trait aux matières résiduelles avait créé toute une commotion. Le Chantier et la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) ont travaillé de concert dans le but de faire reculer le gouvernement dans ce dossier. Ainsi, en avril 2010, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire se rétractait en annonçant que les entreprises d'économie sociale pourraient continuer de conclure des ententes de gré à gré avec les municipalités. De plus, un montant de 10 M$ a été réservé pour l'économie sociale dans le nouveau plan gouvernemental de gestion des matières résiduelles.

Dans la foulée de ces bonnes nouvelles, le processus de création d'un nouveau Regroupement québécois des entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles (RQEÉS-GMR) s'est accéléré. Plusieurs entreprises du secteur se sont mobilisées pour revendiquer leur rôle significatif dans l'économie locale et leur capacité à répondre aux besoins sociaux et environnementaux de leurs communautés. Avec un soutien important du Chantier, ce nouveau regroupement a vu le jour en mai 2010, à Sorel-Tracy. 22 entreprises provenant de dix régions ont assisté à son assemblée de fondation.

Par ailleurs, dans la perspective de positionner la contribution de l'économie sociale au développement durable et d'améliorer le bilan environnemental des entreprises d'économie sociale, le Chantier a travaillé à la mise en œuvre d'un premier moyen pour y arriver consistant à développer une politique de développement durable. Élaborée en collaboration avec des experts en la matière du Collège de Rosemont, cette politique sera tout d'abord adoptée et implantée au Chantier et dans ses apparentés (Fiducie, RISQ). Le Chantier prépare également une stratégie plus complète en faveur d'un « virage vert » – un défi incontournable à l'heure actuelle – dont fait notamment partie une stratégie de diffusion de cette politique type auprès des entreprises d'économie sociale.

L'économie sociale au Nunavik

En 2010, l'administration régionale Kativik a confié au Chantier le mandat de réaliser un diagnostic de l'économie sociale au Nunavik et d'identifier les perspectives de développement.

À la suite d'une mission à Kuujjuaq où de nombreux contacts ont été établis avec des acteurs du Nunavik, le diagnostic réalisé a permis de constater une présence impressionnante d'entreprises collectives au Nunavik. Cette vitalité peut s'expliquer par de nombreuses similitudes entre les valeurs des Inuits et celles de l'économie sociale. En effet, pour survivre dans un environnement difficile, les Inuits ont développé des pratiques collectives bien implantées dans leurs traditions et dans leur mode de fonctionnement. Il n'est donc pas étonnant de retrouver bon nombre d'entreprises reposant sur la solidarité. Celles-ci sont présentes dans des secteurs aussi diversifiés que la culture (incluant la préservation de la langue), le transport aérien, le commerce de détail, le tourisme, les fiducies foncières, les services de garde, les communications, l'immobilier collectif, le logement, le manufacturier, la construction, les ressources naturelles, etc.

L'économie sociale joue donc un rôle essentiel dans le développement du Nunavik et des perspectives de développement appréciables sont également au rendez-vous. Plusieurs projets sont actuellement envisagés et pourraient prendre la forme d'entreprises d'économie sociale.

Ressources périnatales

Encore cette année, le Chantier a soutenu le Réseau des centres de ressources périnatales qui compte une trentaine de membres et qui fait preuve d'une bonne cohésion interne ainsi que d'un dynamisme intéressant. L'apport du Chantier s'est traduit par un soutien politique et un appui à la coordination du réseau. Ce dernier a entamé plusieurs démarches en faveur d'une plus grande reconnaissance de ce secteur et d'un financement permettant aux entreprises existantes et à de nouvelles organisations de poursuivre et développer leur offre de services auprès des familles.

Économie sociale et les personnes issues de l'immigration

Il y a déjà près de deux ans que le projet « Économie sociale et personnes issues de l'immigration » a pris son envol. À ce jour, les travaux ont permis d'avancer significativement dans les différents axes du projet de sorte que les premiers résultats concrets sortiront dès l'automne 2010.

Ainsi, les travaux de recherche ont progressé en 2009–2010 et seront complétés d'ici l'automne 2010. Un premier constat indique la présence d'un nombre significatif de personnes immigrantes dans les entreprises d'économie sociale de la région de Montréal, mais les données laissent entrevoir l'économie sociale comme un tremplin vers autre chose de plus permanent. On constate également un très faible nombre de personnes immigrantes dans des postes de gestionnaires d'entreprises collectives.

Le projet vise également à mettre en œuvre une stratégie d'information et de sensibilisation à l'économie sociale. En 2009–2010, les travaux ont notamment porté sur l'élaboration du document de sensibilisation qui prendra d'abord la forme d'un dépliant où on retrouvera quelques témoignages, une présentation succincte de l'économie sociale et de ses principaux secteurs, des références vers différentes ressources, dont un volet de promotion des services et des ressources de la finance solidaire. La publication du dépliant est prévue pour l'automne 2010. Pour ce qui est de la diffusion, les démarches ont été amorcées avec des intervenants clés œuvrant notamment à l'accueil des personnes immigrantes et au soutien au développement des entreprises d'économie sociale.

Un autre axe du plan d'action vise également à sensibiliser les entreprises d'économie sociale à l'embauche des personnes issues de l'immigration et à développer des pratiques de gestion de la diversité ethnoculturelle. En 2009-2010, les travaux ont permis d'avancer vers un premier volet, soit la production, en collaboration avec le CSMO-ÉSAC, d'un document d'information sur les outils de gestion de la diversité en emploi. Le développement d'une formule d'Engagement en faveur de la gestion de la diversité ethnoculturelle constituera le deuxième volet de cet axe.

Finalement, un nouvel axe de travail a été rajouté au printemps dernier. Cet axe s'appuie sur des initiatives en voie de réalisation dans différentes régions du Québec et dont l'objectif général consiste à favoriser l'entrepreneuriat collectif auprès des personnes immigrantes. Ce nouvel axe de travail aura pour objectif de tirer des leçons, créer des synergies et développer un modèle d'action afin de promouvoir l'intégration en économie sociale par l'entrepreneuriat collectif interculturel. Un ou des chercheurs seront associés au projet pour suivre l'évolution des activités dans chaque région.

Commercialisation

La Stratégie de commercialisation de l'économie sociale québécoise adoptée par le conseil d'administration du Chantier en mai 2009 a donné le feu vert à la mise en œuvre de plusieurs actions structurantes. Deux volets majeurs sont à la base de cette stratégie : favoriser la promotion des produits et des services en économie sociale et mettre en place des outils de mise en marché permettant de structurer l'offre de produits et de services ainsi que de favoriser des pratiques d'achat en soutien au développement local.

Le portail Économie sociale Québec et le site Acheter solidaire ont joué un rôle important de promotion des produits et des services en économie sociale et des travaux en cours leur permettront de jouer un rôle plus important dans les années à venir. Plusieurs acheteurs de grandes corporations, tant publiques que privées, regroupées autour de l'Espace québécois de concertation sur les pratiques de consommation responsable (ECPAR) ont demandé la collaboration du Chantier de l'économie sociale pour développer des pratiques d'achat responsable qui incluraient l'achat de produits et de services d'entreprises d'économie sociale.

À la suite des recommandations du Chantier de l'économie sociale, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) a inclus dans le Plan d'action gouvernementale pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010–2015, une stratégie d'achat public socio-responsable qui favorisera l'achat de produits et de services auprès d'entreprises d'économie sociale. Des phases importantes de cette stratégie sont en voie de réalisation.

04 Nos outils financiers

Poursuivre le développement de nouveaux produits financiers

Le développement de l'économie sociale dépend d'une diversité de facteurs : la conjoncture économique, la mobilisation des acteurs sur le terrain, l'accès à des instruments ou des outils de développement, le soutien des collectivités, etc. Le Chantier, dont le rôle principal dans le développement est d'offrir des outils adaptés et d'aider à la création de conditions favorables sur le terrain, a été très actif encore cette année. Tout en consacrant des énergies importantes à l'offre de produits existants, le Chantier, en étroite collaboration avec la Fiducie du Chantier et le RISQ, a œuvré au développement de nouveaux produits de capitalisation.

Après un an de négociation, c'est avec une grande satisfaction que nous avons finalement lancé, au printemps 2010, le fonds de prédémarrage accordé au RISQ. D'entrée de jeu, des projets étaient au rendez-vous de sorte que tout nous permet de croire que ce nouveau produit comble un réel besoin sur le terrain.

Par ailleurs, tout nous porte à croire que nos intuitions se sont également avérées justes en matière d'habitation puisqu'au cours de l'année, d'importants investisseurs privés ont clairement exprimé leur intérêt quant au projet de création d'un Fonds d'habitation.

Du côté de la création d'un marché secondaire, l'étude de pertinence et de faisabilité est en cours de réalisation par la firme CIRANO. Le travail avance et des résultats préliminaires devraient être disponibles en 2011.

Soulignons également que l'ensemble de notre travail a permis de rendre plus visible le potentiel de l'investissement en économie sociale. Nous avons participé à la création d'un nouveau réseau de la finance solidaire et responsable au Québec. De plus, le Fonds de solidarité, pour la première fois, a inclus l'économie sociale dans son organigramme et a entrepris une étude pour mieux saisir le potentiel de ce marché.

Le projet d'un fonds pour les ateliers d'artistes à Montréal a été soutenu formellement par Culture Montréal mais le gouvernement du Québec n'a malheureusement pas retenu cette proposition dans son budget 2010–2011.

Consolider le RISQ et la Fiducie du Chantier

Dans le plan d'action 2009–2011, trois objectifs avaient été fixés quant à la consolidation du RISQ et de la Fiducie du Chantier : i) développer une complicité et une harmonisation efficace des actions de chacun ii) identifier les meilleurs moyens d'intégrer, au besoin, la gestion de nouveaux produits financiers et iii) assurer que le bon produit soit offert au bon moment aux entreprises.

Des avancées ont été faites dans la réalisation de chacun de ces objectifs. Le Comité exécutif du Chantier et le Conseil d'administration du RISQ ont suivi de près l'atteinte de ces objectifs, en proposant un processus d'intégration des opérations de l'ensemble des outils financiers du Chantier respectueux des structures de gouvernance actuelle. La démarche vers cette intégration est en cours et devrait être opérationnelle avant la fin de 2010. La collaboration du Conseil des fiduciaires de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale permettra d'atteindre nos objectifs.

La Fiducie du Chantier de l'économie sociale

L'année 2010 en a été une de continuité pour la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Continuité de ses efforts dans la livraison de ses produits financiers auprès des entreprises d'économie sociale et continuité dans ses efforts d'innovation pour, encore une fois, assurer le développement et la mise en place des outils et des produits venant soutenir la mise en place et le développement des entreprises d'économie sociale partout au Québec.

Les activités d'investissement de la fiducie du Chantier de l'économie sociale continuent leur progression. Ainsi, en date de septembre 2010, ces quelque 66 entreprises qui ont obtenu un offre d'investissement de la Fiducie totalisant plus de 17 M$. Au-delà de ces millions, nos investissements ont permis de créer et de maintenir 1 510 emplois au cours de la dernière année, et ce dans un contexte de décroissance économique et d'accentuation du chômage.

En revanche, symptôme de la crise ou meilleure appropriation de nos outils financiers par les entreprises d'économie sociale, les 12 derniers mois ont été caractérisés par de nombreux investissements de plus petite envergure. En effet, 38 % des projets autorisés représentent des investissements inférieurs à 100 000 $ et 21 % de 50 000 $, faisant passer l'investissement moyen par projet à quelque 261 000 $ au cours des derniers mois.

Réseau d'investissement social du Québec

Encore une fois cette année, le RISQ a permis de soutenir le développement de nombreuses entreprises d'économie sociale. En 2009, une cinquantaine de projets ont été financés dans 10 régions du Québec. De plus, La création du nouveau fonds de prédémarrage permettra maintenant de proposer une offre bonifiée de produits, répondant toujours davantage aux besoins des entreprises d'économie sociale.

Aide technique

Jusqu'à aujourd'hui, de nombreux entrepreneurs ont pu profiter de cet outil financier. Depuis sa création, le RISQ a financé 285 projets dans ce volet pour des investissements de plus de 1,3 M$. Les interventions du RISQ à ce chapitre ont également permis le maintien et la création de plus de 3 070 emplois.

Capitalisation

L'impact positif du RISQ dans le développement social se mesure au nombre d'interventions réalisées depuis ses débuts. À ce jour, le RISQ a financé 292 projets, investi près de 11,7 M$ et favorisé le maintien et la création de plus de 4 733 emplois dans différentes régions du Québec.

05 Les communications

Promotion et communications

En ce qui concerne la promotion et les communications, une bonne partie de l'année a été concentrée sur le renforcement de l'image corporative du Chantier, la consolidation de nos outils de communication, de promotion et de réseautage ainsi que sur la production et la diffusion d'analyses plus approfondies.

Ainsi, le renouvellement de l'image corporative du Chantier a été finalisé. Le site Web, le dépliant et autres supports de documentation ainsi que le bulletin aux membres ont été révisés et refondus en fonction de cette nouvelle image. Depuis, nous tendons à utiliser systématiquement cette image dans nos différentes communications (mémoires, présentations, etc.). Quant au bulletin, la fréquence d'envois a été stabilisée et des éditions spéciales sur des thèmes ponctuels ont été ajoutées, notamment sur les budgets provinciaux. Un nouveau bulletin international a également été développé en étroite collaboration avec le comité international du Chantier. Jusqu'à présent, deux éditions électroniques ont été diffusées.

Concernant les outils financiers du Chantier, de plus en plus d'initiatives promotionnelles conjointes ont été réalisées avec le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et la Fiducie du Chantier, avec pour objectif d'harmoniser les messages. Dans cette perspective, un plan de communication intégré des outils et des produits financiers du Chantier a été élaboré afin mieux présenter et expliquer les produits disponibles pour les entreprises d'économie sociale, autant dans les publicités diffuser dans les médias que lors des nombreux événements auxquels participent le Chantier.

Vendre l'économie sociale demeure un défi de taille et, bien que nous progressions, nous devons encore simplifier et faire passer notre message. Tout un travail a également été effectué concernant la clarification de notre vision de l'économie. Présenté en février 2010 lors du lancement du Réseau pour un changement de logique économique (Réseau CLÉ), le nouveau bulletin économique *Momentum,* en coproduction avec la Fiducie du Chantier, nous permet de préciser cette vision économique. En s'alliant ainsi avec d'autres réseaux – notamment avec la Réseau CLÉ composé de Nature Québec, de Culture Montréal, de l'Association québécoise des CPE, de CIBL Radio-Montréal 101,5 FM, de Solidarité rurale du Québec et quelques économistes – notre objectif de produire et de diffuser des analyses plus approfondies a aussi été atteint. Par ailleurs, le lancement du réseau s'est avéré une réussite et la volonté de poursuivre cette initiative a été confirmée, malgré des moyens très modestes.

Le Réseau CLÉ nous a aussi permis d'envisager de futures collaborations avec plusieurs autres réseaux dont Vie économique, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques – IRIS, Économie autrement et l'IREC – Institut de recherche en économie contemporaine. Des activités communes sont prévues à partir de l'automne.

Tout ce travail a eu des impacts directs et indirects sur la présence du Chantier dans des discussions plus larges, entre autres la participation de porte-parole du Chantier dans des débats sur des enjeux économiques, notamment dans le cadre du centenaire du journal Le Devoir lors d'une table ronde sous le thème Cent ans de développement économique au Québec.

Mentionnons aussi l'implication du Chantier dans différentes initiatives telles que sa participation à la campagne du 1er mai, en collaboration avec la CDR Outaouais-Laurentides et la coopérative de travail 1-20MÉDIA, qui pour une deuxième année célébrait la coopération du travail en cette journée de fête pour les travailleurs et travailleuses. Des discussions ont également été amorcées avec le Conseil québécois du loisir et le Bureau international du tourisme social autour du projet de publication d'un guide de voyage solidaire au Québec. Pour le moment, ce projet est encore sur la planche à dessin.

Économie sociale Québec et réseaux sociaux

Cette année, le Chantier a définitivement pris le virage des réseaux sociaux. Sur Facebook, le profil Économie sociale Québec compte jusqu'à maintenant un peu plus de 1 500 « amis » et celui du Chantier 600. Et les « demandes d'amitié » augmentent quotidiennement. Sur Twitter, le profil Économie sociale Québec est suivi par 600 abonnés et répertorié dans 96 listes thématiques. Tout comme pour ceux de Facebook, ses abonnés ne cessent d'augmenter quotidiennement. Ces moyens de communication se rajoutent aux moyens existants et ils nous permettent d'optimiser la circulation d'information tout en touchant un public que nous ne rejoignons pas nécessairement par nos réseaux habituels.

Avec maintenant un peu plus de trois ans d'existence, le portail economiesocialequebec.ca a poursuivi sa lancée et à attirer un nombre significatif de visiteurs ; entre 1 500 et 2 000 personnes par jour. Il devient de plus en plus un lieu de référence et les entreprises ainsi que les acteurs de développement de l'économie sociale reconnaissent son utilité en maintenant leurs fiches à jour, en l'utilisant pour diffuser leur information, leur offres d'emploi, promouvoir leurs activités et leurs événements. On peut certainement affirmer qu'il répond à des besoins non seulement de diffusion mais également de promotion et de réseautage. Soulignons aussi la campagne *Pour Noël, achetons solidaire !,* réalisée en collaboration avec Équiterre, qui s'est déroulée pour une deuxième année, une campagne visant à mieux faire connaître les produits et les services des entreprises d'économie sociale et à promouvoir la consommation responsable. Cette initiative gagne en succès à chaque année et obtient une bonne visibilité dans les médias. Par exemple, dans l'édition décembre 2009 du magazine *Elle Québec,* la campagne de Noël et le portail ont été cités comme une référence pour dénicher des cadeaux « socialement responsables ».

L'utilisation du portail par les régions, et notamment par les pôles régionaux, a été à géométrie variable. Les besoins des pôles en termes de visibilité augmentent et le portail, dans son état actuel, ne répond plus à l'ensemble de ces besoins. Un comité ad hoc a été créé lors de la rencontre des pôles de juin 2010, afin de revoir nos stratégies et d'assurer un arrimage optimal entre les initiatives régionales et celles du Chantier par le portail.

Enfin, notre collaboration avec CIBL Radio-Montréal 101,5 FM et quelques autres radios communautaires, entre autres par le biais de l'émission *À l'échelle humaine* s'est poursuivie, de même que notre participation au Conseil d'administration de WebTV.coop.

06 La recherche en action

L'année 2009 a été un moment important pour la recherche au Chantier de l'économie sociale. Ainsi, en décembre 2009, se terminait la phase 2 de l'expérience de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS). Rappelons que la première phase de l'ARUC-ÉS s'est déroulée entre 2000 et 2004. Durant la phase 2, 110 organisations de l'économie sociale, 68 chercheurs et 95 étudiants ont participé, d'une façon ou d'une autre, aux activités de recherches au sein de l'ARUC-ÉS. Plus de 90 projets de recherche et d'activités de diffusion et transfert ont été réalisés, 85 cahiers de recherche ont été publiés ainsi que six livres.

Au cours de ces dix ans de recherche, les partenaires de l'ARUC-ÉS ont su instaurer un modèle, dans lequel où non seulement les acteurs terrains deviennent cochercheurs, mais où ils et elles partagent, avec les chercheurs universitaires, les décisions touchant autant la gestion du programme de recherche que la définition, la réalisation et le suivi des projets. Peu à peu, les praticiens de l'économie sociale se sont familiarisés avec le processus de recherche, ils ont pu le démystifier et créer des liens avec les chercheurs, liens qui pour certains se poursuivent même après la fin des travaux de l'ARUC-ÉS.

Les connaissances en économie sociale ont ainsi connu des avancées importantes dans des secteurs comme l'habitation, le loisir et le tourisme social, la finance solidaire, les services aux personnes et le développement local et régional. Des membres de l'ARUC-ÉS ont aussi participé au Sommet de l'économie sociale et solidaire tenu en octobre 2006. Les différents travaux auxquels les étudiants et étudiantes ont participé leur ont permis de connaître l'économie sociale et différentes entreprises ; certains ont même trouvé un emploi en économie sociale.

Il serait trop long d'énumérer l'ensemble des réalisations de l'ARUC-ÉS, mais notons tout de même quelques réalisations importantes : la recherche sur le secteur de l'aide domestique, la création d'un réseau de la finance solidaire, la publication du livre *Se loger autrement au Québec,* l'élaboration d'un cadre de référence sur la notion d'accessibilité au loisir, les travaux sur la gestion intégrée de la forêt québécoise.

La direction du Chantier, avec des partenaires universitaires, prépare une demande qui sera déposée au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) pour assurer la poursuite des travaux de recherche. Le CRSHC a été le partenaire financier le plus important de l'expérience de l'ARUC-ÉS et les nouveaux programmes mis en place par celui-ci offrent des occasions intéressantes pour poursuivre la recherche partenariale en économie sociale.

Pour sa part, le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) a poursuivi ses travaux en 2009–2010. De nombreux projets de recherche sont en cours de réalisation dans les 8 régions membres du réseau. Réalisé en partenariat avec les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, le colloque du réseau a rassemblé plus de 100 personnes à Lévis. Le prochain colloque se déroulera en avril 2011 en Outaouais.

L'année 2010–2011 sera la dernière du RQRP-ÉS. Déjà les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches préparent un colloque qui fera le bilan des activités dans ces régions. La région de Montréal publiera un livre qui fera état de différents résultats de recherches. D'autres événements sont en préparation dans certaines régions. Souhaitons que les démarches entreprises auprès du CRSHC permettent d'assurer la survie de la recherche en économie sociale dans les régions.

07 La vie associative

Les membres du Chantier de l'économie sociale contribuent grandement à la vie associative du Chantier ; ils l'animent, la nourrissent et la vitalisent ! Ils sont actifs au sein du conseil d'administration, participent aux différents comités statutaires – pôles régionaux, jeunes, international – ou encore à des comités ad hoc sur des dossiers ponctuels et, bien sûr, à l'assemblée générale annuelle.

Cette année, le conseil d'administration a tenu quatre rencontres, en plus de son Lac-à-l'épaule annuel de deux jours, qui a lieu à Jouvence, une entreprise d'économie sociale située au cœur du Mont-Orford en Estrie. Le comité exécutif, quant à lui, a veillé au bon fonctionnement du Chantier entre les rencontres du conseil d'administration ; ses membres ont participé à neuf réunions. Le comité exécutif est particulièrement actif dans le suivi des dossiers opérationnels et dans la mise en œuvre des orientations stratégiques adoptées par le conseil d'administration.

Le comité jeunesse s'est consolidé et sa représentante a d'ailleurs présenté le plan d'action annuel du comité, lors du Lac-à-l'épaule du conseil d'administration. Les Pôles régionaux d'économie sociale se sont rencontrés à trois reprises et ont également mis en place un comité de travail pour évaluer les possibilités régionales du portail. Le comité international a, lui aussi, été très actif dans tout le processus entourant l'organisation et la tenue du Forum international de l'économie sociale et solidaire, qui se tiendra en octobre 2011.

Les réseaux et les entreprises membres du Chantier ont également participé aux travaux de plusieurs dossiers sectoriels et régionaux, apportant des conseils et des propositions d'action aux membres de l'équipe, notamment l'aide domestique, les ententes de gré à gré entre entreprises collectives et municipalités, la mise en place d'un réseau d'entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles, la culture, les personnes issues de l'immigration, et les enjeux de l'institutionnalisation de la régionalisation.

Les collèges des regroupements d'entreprises d'économie sociale et des regroupements d'organisations de soutien au développement de l'économie sociale se sont également rencontrés cette année pour discuter de la stratégie de commercialisation.

Des représentants du conseil d'administration et des membres de l'équipe du Chantier contribuent également à la vie associative de d'autres organisations en participant pleinement aux Conseils d'administration du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), du Comité sectoriel de main-d'œuvre économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC), de Commodus, de Webtv.coop, du Régime de retraite des groupes communautaire et de femmes ainsi qu'au Conseil des fiduciaires de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

08 Le comité jeunesse

Au cours de l'année 2009–2010, quelques changements ont eu lieu au sein du comité jeunesse du Chantier, notamment en ce qui concerne son responsable et son porte-parole. Malgré ces changements, le comité jeunesse est demeuré dynamique et, au cours de l'année, plusieurs activités ont été réalisées :

Dans le cadre de la Semaine de l'économie sociale de Chaudière-Appalaches, le comité jeunesse, en partenariat avec le Pôle régional d'économie sociale de Chaudière-Appalaches, le Cégep Lévis-Lauzon et le CJE Desjardins, a participé à un 5 à 7 sur les jeunes en économie sociale. L'activité s'est déroulée le 3 novembre dernier au Cégep Lévis-Lauzon à Lévis.

Lors du Forum social québécois 2009, le comité jeunesse a présenté un atelier sur *Les jeunes et l'économie sociale*. L'atelier a attiré plusieurs participants et l'activité a permis de recruter de nouveaux membres.

Un projet de portrait sur la place des jeunes en économie sociale est également en cours. Un questionnaire a circulé à l'automne dernier auprès des entreprises d'économie sociale du Québec. Plus de 560 entreprises ont répondu au sondage. L'analyse des données est maintenant en cours et les résultats devraient être diffusés à l'automne 2010.

Le Comité jeunesse est maintenant membre du Comité consultatif Jeunes (CCJ) de la Commission des partenaires du marché du travail et participe aux rencontres. Il participe aussi aux rencontres nationales des pôles régionaux d'économie sociale, lui permettant ainsi de créer des liens avec les acteurs d'économie sociale dans les différentes régions du Québec.

Le comité produit également des capsules audio « Portrait de jeunes en économie sociale » qui sont diffusées notamment sur les ondes de CIBL, Radio Montréal, lors de l'émission *À l'Échelle Humaine,* une émission consacrée exclusivement à l'économie sociale.

Enfin, une activité organisée par le Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie, en partenariat avec le Réseau des étudiants en économie sociale et le comité jeunesse du Chantier, a été tenue en mars dernier. L'événement s'est déroulé à Trois-Rivières et consistait en une matinée de réflexion pour les membres du Comité jeunesse et, en après-midi, à des visites d'entreprises d'économie sociale, organisées avec le Réseau des étudiants en économie sociale. La journée s'est terminée avec un 4 à 6 sur le thème des jeunes en économie sociale et de la consommation responsable. Cette journée a suscité beaucoup d'enthousiasme et plusieurs jeunes présents ont démontré leur intérêt à ce que de telles journées soient répétées.

Fort d'une année bien remplie, le Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale poursuivra ses nombreux projets pour l'année à venir !

09 Les liens hors Québec

Les relations internationales ont accaparé une partie importante des ressources du Chantier au cours de l'année. Sans aucun doute, nous sommes victimes de notre succès. Des visiteurs de divers continents se sont succédé dans nos bureaux sans relâche : Argentine, Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Corée du Sud, France, Mexique, États-Unis et bien d'autres. Les demandes de participation à des activités et à des événements à l'étranger ont également été nombreuses : Organisation internationale du Travail en Afrique (Johannesburg), Programme LEED de l'OCDE (Vienne), Forum social mondial (Brésil) Forum social mexicain (Mexico), Forum social américain (États-Unis), US Solidarity Economy Network (Massachusetts), Réseau de l'économie sociale et solidaire en France, Coventis, Convention des entreprises d'économie sociale 2e édition (Languedoc-Roussillon, France).

En octobre 2009, à l'invitation du gouvernement du Brésil, le directeur du développement au Chantier a participé au 1er Séminaire international du système brésilien de commerce équitable et solidaire et à la 1re Foire Nationale des produits et services de l'économie solidaire à Sao Paulo. Il s'est ensuite rendu à Rio de Janeiro où il a rencontré le maire de la ville, monsieur Eduardo Paes et le ministre des Relations internationales, monsieur Pierre Arcand. En juillet 2010, le responsable des relations internationales au Chantier a participé à la rencontre du RIPESS Amérique Latine à Medellin, en Colombie.

La PDG du Chantier a également contribué, avec un petit groupe d'experts de quatre continents, à l'écriture d'un manuel en économie sociale et solidaire pour le Centre de formation international de l'Organisation internationale du travail (OTI) à Turin, en Italie. Une entente avec Art-Universitas du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Université Concordia a également été signée afin d'offrir une formation en développement local et économie sociale à des participants de tous les continents.

Le Chantier a poursuivi son implication au Conseil d'administration du RIPESS Intercontinental et en assume la coordination technique pour l'année 2010. Cette responsabilité doit être relayée à une autre organisation dès 2011. Le Chantier a également été très actif dans la construction du RIPESS Amérique du Nord, renforçant ainsi ses liens avec des acteurs américains.

Des ressources considérables ont aussi été consacrées à la mise sur pied de l'organisation du Forum international de l'économie sociale et solidaire qui aura lieu en octobre 2011. Ce projet ambitieux est accueilli favorablement par un ensemble de partenaires internationaux mais le défi reste de taille. Nous avons terminé l'année avec des structures de coordination en place et la confirmation de plusieurs partenariats stratégiques pour l'événement (notamment le gouvernement du Québec, la Ville de Montréal, la FTQ, la CSN, la CSD, FAST, le CECI, le Forum brésilien d'économie solidaire, le Secrétariat d'économie solidaire du gouvernement du Brésil, l'Organisation internationale du travail, le Conseil de recherche en développement international) ainsi qu'avec un plan de travail ambitieux mais réalisable. Il faut certainement souligner la grande participation et la disponibilité du comité international du Chantier dans la mise en oeuvre de ce projet. Il s'est réuni trois fois durant l'année et a grandement collaboré à la planification du forum.

Le partenariat avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) s'est également consolidé, notamment autour du projet de Forum international. Dans le cadre du partenariat, le Chantier et le CECI ont soutenu une démarche de coproduction de politiques publiques au Mali par le gouvernement malien et le Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire du Mali (RENAPESS Mali).

Annexe 1
Le Conseil d'administration

Présidence du Conseil d'administration
Patrick Duguay *
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Présidence direction générale
Nancy Neamtan *

Regroupement des entreprises d'économie sociale
Gabriel Tremblay
Conseil québécois des entreprises adaptées

Francine Beaulieu
Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec

Louise Boucher
Réseau des Centres de ressources périnatales du Québec

Marie-Claude Gasse
Coalition des entreprises d'économie sociale en aide domestique

Richard Gravel *
Collectif des entreprises d'insertion du Québec

Éric Lefebvre
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec

Jean Robitaille *
Association québécoise des Centres de la petite enfance du Québec

François Vermette
Regroupement québécois des OSBL en habitation

Regroupement d'organisations de développement de l'économie sociale

Édith Cyr
Association des groupes de ressources techniques du Québec

Jacques Fiset
Association des Centres locaux de développement du Québec

Louise St-Jacques
Réseau de la coopération du travail du Québec

Pierre Morrissette *
Regroupement des CDEC du Québec

Abder Izirri
Réseau québécois du crédit communautaire

Pôles régionaux d'économie sociale

Patrick Duguay *
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Lynn O'Cain *
Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie

André Richard *
Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Manon Leblanc *
Pôle régional d'économie sociale de Chaudière-Appalaches

Jacques Beaudet
Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale

Centrales syndicales

Isabelle Coulombe
Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec

Nathalie Guay
Confédération des syndicats nationaux

Mouvement communautaire

Denis McKinnon *
Table nationale des corporations de développement communautaire

Mouvement des femmes

Danielle Fournier
Relais-Femmes

Premières Nations

Josée Goulet
Regroupements des centres d'amitié autochtones du Québec

Grands mouvements

Sonia Vaillancourt
Conseil québécois du loisir

Membres d'office

Stéphane Chabot
Réseau d'investissement social du Québec

Jacques Charest
Fiducie du Chantier de l'économie sociale

Céline Charpentier
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire

Jean-Marc Fontan
ARUC en économie sociale et RQRP en économie sociale

Sophie Morissette
Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale

Membre cooptée

Margie Mendell
School of Community & Public Affairs, Concordia University

**Membres du Comité exécutif*

Annexe 2
L'équipe

Jean-François Aubin
Responsable des relations internationales

Véronique Affoum
Secrétaire-réceptionniste et préposée à l'information générale

Chantal Aznavourian
Chargée de projet, Développement, jusqu'en mai 2010

Lise Boisvert
Coordonnatrice administrative et responsable de l'agenda

Denis Bussières
Coordonnateur, Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale – ARUC en économie sociale

Martin Frappier
Responsable de dossiers stratégiques, depuis avril 2010

Catherine Gagné
Chargée de projet, Liens avec les régions et les réseaux, répertoire des entreprises de l'économie sociale, Comité jeunesse

Charles Guindon
Directeur du développement

Jacques Hérivault
Responsable des communications stratégiques, jusqu'en mars 2010

Geneviève Huot
Chargée de projet, Développement et veille stratégique

Carole Lévesque
Responsable des communications et du portail

Marie-Hélène Méthé
Directrice-générale adjointe et responsable des régions

Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale

Ressources contractuelles

France Benoît
Comptable

Isabelle Brisset des Nos
Assistante de recherche, Commercialisation

Sylvain Giroux
CMA, Comptable en management accrédité

Émilien Gruet
Chargé de projet, Forum international de l'économie sociale et solidaire 2011

Annexe 3
Liste des sigles et acronymes

ACLDQ Association des centres locaux de développement du Québec
AGRTQ Association des groupes de ressources techniques du Québec
AQCPE Association québécoise des centres de la petite enfance
ARCQ Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
ARUC-ES Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
CAP Chantier d'activités partenariales
CDC Corporation de développement communautaire
CDEC Corporation de développement économique et communautaire
CDR Coopérative de développement régional
CECI Centre d'étude et de coopération internationale
CESIM Comité d'économie sociale de l'Île de Montréal
CLD Centre local de développement
CPE Centre de la petite enfance
CQCH Confédération québécoise des coopératives d'habitation
CQCM Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
CQL Conseil québécois du loisir
CRE Conférence régionale des élus
CRISES Centre de recherche sur les innovations sociales
CRP Centre de ressources périnatales
CSMO-ÉSAC Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
CSN Confédération des syndicats nationaux
CSST Commission de la santé et de la sécurité au travail
DÉC Développement économique Canada
ÉCOF Économie communautaire de Francheville
EÉSAD Entreprise d'économie sociale en aide domestique
FAQDD Fonds d'action québécois en développement durable
FBES Forum brésilien en économie solidaire
FCSDQ Fédération des coopératives de services à domicile et de santé du Québec
FIM Fonds d'investissement Montréal
FLHLMQ Fédération des locataires d'habitation à loyer modique du Québec
FQHC Fonds québécois d'habitation communautaire
FQM Fédération québécoise des municipalités

FRAPRU Front d'action populaire en réaménagement urbain
FSTQ Fonds de solidarité FTQ
FTQ Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GESQ Groupe d'économie solidaire du Québec
GRAP Groupe de recherche et d'activités partenariales
HLM Habitation à loyer modique
IREC Institut de recherche en économie contemporaine
IRIS Institut de recherche et d'information socio-économique
MAMROT Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MDEIE Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MRC Municipalité régionale de comté
MSSS Ministère de la Santé et des Services sociaux
OIT Organisation internationale du travail
ONG Organisation non gouvernementale
OSBL Organisme sans but lucratif
PEFSAD Programme d'exonération financière des services d'aide domestique
RCAAQ Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
RCDEC Réseau canadien en développement économique communautaire
REÉSADQ Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec
RÉSEAU Réseau de la coopération du travail du Québec
RÉSO Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal
RIPESS Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire
RISQ Réseau d'investissement social du Québec
RQOH Réseau québécois des OSBL d'habitation
RQCC Réseau québécois du crédit communautaire
RQRP-ÉS Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale
SADC Société d'aide au développement des collectivités
SCHL Société canadienne d'hypothèque et de logement
TIC Technologies de l'information et de la communication
TNCDC Table nationale des Corporations de développement communautaire
UMQ Union des municipalités du Québec
UQAM Université du Québec à Montréal

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Chantier de l'économie sociale
4200, rue Adam
Montréal (Québec)
H1V 1S9

Téléphone : 514 899-9916
Sans frais : 1 888 251-3255
Télécopieur : 514 899-0114

www.chantier.qc.ca

Conception graphique :
Coop de travail 1-20MÉDIA
www.1-20media.coop